



ARRETE N° 2026_0363

Portant permis de stationnement d'une nacelle - RUE ALPHONSE DAUDET

Le Maire de Villemandeur ;

Vu la demande en date du 26 mai 2026 par laquelle l'entreprise LOXAM ACESS PL, domiciliée 10 rue Emile Leconte 45140 Ingré, représentée par Madame Séverine DUGUET, demande l'autorisation d'occuper le domaine public, pour le compte de l'entreprise SPIE CITYNETWORKS, domiciliée 7 rue Julius et Ethel Rosenberg 44800 Saint Herblain ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

Vu l'arrêté n°2026-0362 en date du 01/06/2026 portant réglementation de la circulation (stationnement d'une nacelle) dans la rue Alphonse Daudet;

Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1- Autorisation

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public pour le stationnement d'un camion nacelle PL, sur le parking situé rue Alphonse Daudet, à proximité du bâtiment de l'ancienne Poste, le **25 juin 2026**, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants :

Article 2 – Prescriptions techniques particulières

STATIONNEMENT

Les places de stationnement situées dans la contre-allée rue Alphonse Daudet, devant le bâtiment de l'ancienne Poste, seront réservées à l'entreprise LOXAM ACCESS PL.

Le balisage des places de stationnement réservées sera réalisé par le bénéficiaire 48 heures avant le début du chantier.

Le cheminement des piétons sera préservé, sécurisé et redirigé au moyen d'une signalétique réglementaire adaptée.

Article 3 - Sécurité et signalisation du stationnement

L'entreprise LOXAM ACESS PL devra signaler le stationnement des véhicules conformément à l'arrêté de police pris dans le cadre de la présente autorisation en application des dispositions du code de la route et de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8^{ème} partie – signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié et de l'instruction sur la signalisation routière prise pour son application. Il devra de même apposer la signalisation nécessaire au jalonnement du cheminement des piétons.

Le présent arrêté devra être affiché de manière visible au droit de chaque chantier.

Article 4 - Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 - Validité et renouvellement de l'arrêté de remise en état des lieux

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée de 1 journée à compter de la date donnée pour le commencement de son exécution.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

Article 6 - RECOURS

Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivant sa notification, soit par voie de recours gracieux formé auprès du maire, soit par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans (28 rue de la Bretonnerie 45057 Orléans ou par voie dématérialisée via l'*application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr*.)

Fait à VILLEMANDEUR, le 01/06/2026

Le Maire,



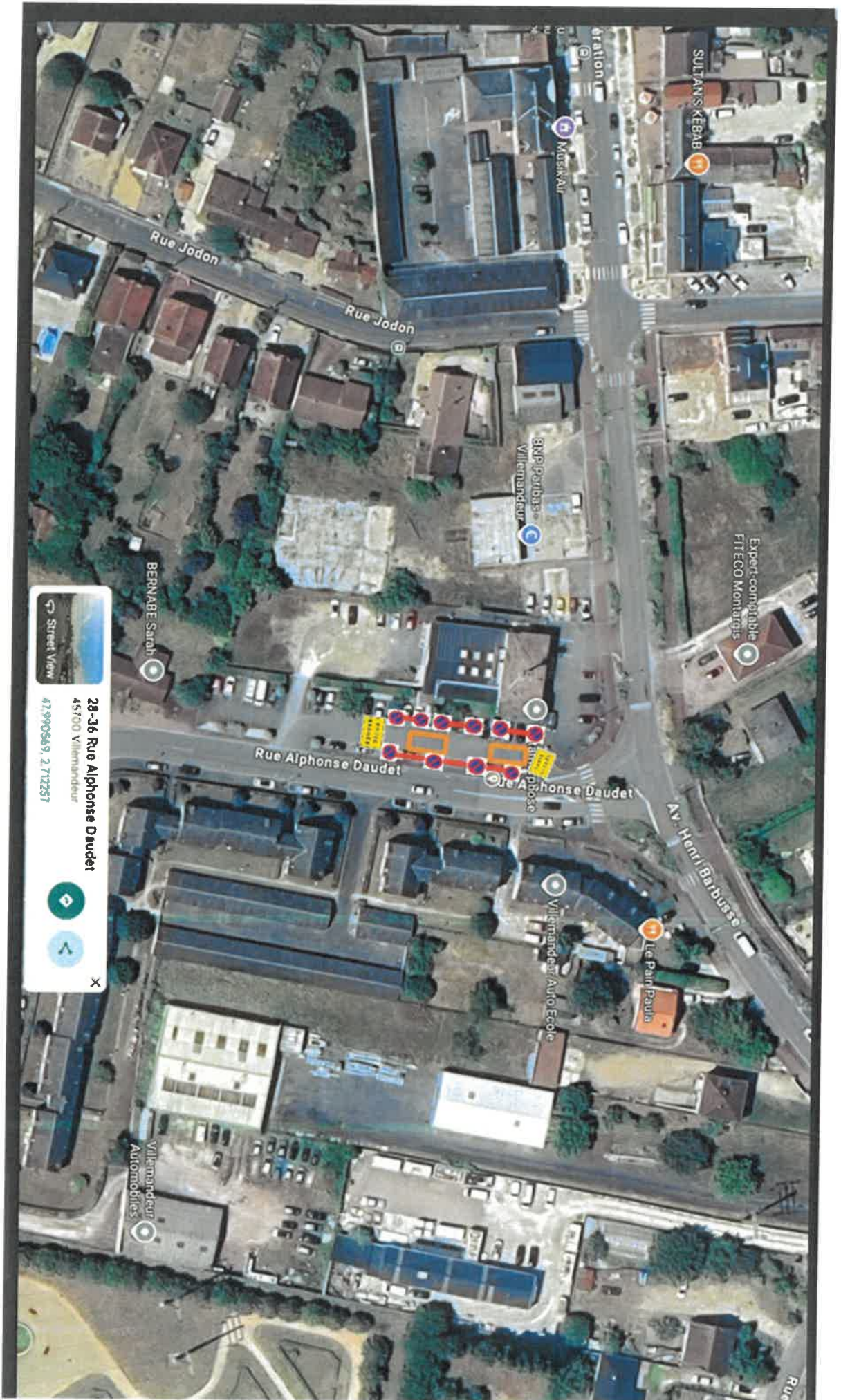
Date d'affichage : 01/06/2026

DIFFUSIONS

Le bénéficiaire pour attribution

La commune de VILLEMANDEUR pour attribution

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Mairie de Villemandeur.



Street View

28-36 Rue Alphonse Daudet
45700 Villamandeur
47.990589, 2.712287

Navigation icons: Home, Street View, Location, Close

